

**COMMISSION SUR L'ÉTAT D'URGENCE**  
**RAPPORT INSTITUTIONNEL - AFFAIRES MONDIALES CANADA**

**1.0 APERÇU DU MINISTÈRE**

**A. Structure organisationnelle et hiérarchique**

La ministre des Affaires étrangères (MINA) est l'Honorable Mélanie Joly. MINA est l'un des trois ministres de l'AMC, travaillant conjointement avec la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, des Petites entreprises et du Développement économique, l'honorable Mary Ng (MINT) et le ministre du Développement international, l'honorable Harjit. S. Sajjan (MINE).

Chaque ministre est secondé par un ou une secrétaire parlementaire, comme suit :

- MINA : Rob Oliphant et Maninder Sidhu
- MINT : Arif Virani
- MINE : Anita Vandenbeld

La haute direction est assurée par les personnes suivantes :

- Sous-ministre des Affaires étrangères, Marta Morgan
- Sous-ministre du Commerce international, David Morrison
- Sous-ministre du Développement international, Christopher MacLennan
- Sous-ministre déléguée des Affaires étrangères, Cindy Termorshuizen

(Collectivement : les SM)

L'organigramme complet figure à l'**Annexe I**.

**B. Responsabilités**

AMC est responsable de promouvoir les relations internationales du Canada, y compris :

- les services consulaires pour les canadiens à l'étranger ;
- la supervision d'un réseau mondial de missions étrangères ;
- le soutien des ambassades et consulats au Canada ;
- le développement et la mise en œuvre de la politique étrangère ;

- promouvoir le développement du droit international et du commerce international;
- soutenir le travail humanitaire, le développement, la paix et la sécurité ;et
- s’engager au sein des institutions de la Francophonie.

## **C. Divisions et bureaux pertinents d’AMC**

En ce qui a trait à l’occupation d’Ottawa et du blocus aux frontières, la Division des États-Unis fut la division clé, puisque c’était la ressource à travers laquelle AMC colligea l’information de ses diverses missions aux É-U (tel qu’énoncé plus amplement ici-bas). Le Bureau du protocole a joué un rôle quant à lui un rôle plus restreint par ses interactions avec les missions étrangères de la région de la capitale nationale tout au long de la période du convoi.

### **1. Division des États-Unis (É.U.)**

Dans le cadre de ses responsabilités, la Division des États-Unis a colligé des informations en provenance des douze consulats d’AMC ainsi que d’une ambassade aux États-Unis. Lorsque des facteurs touchant les relations Canada-É.U. débordent du cadre des deux pays, la Division des É.U. peut également recueillir des données des autres consulats et ambassades d’AMC, au besoin. Ces informations sont par la suite analysées et intégrées dans des rapports destinés aux ministres et aux SM.

Entre le 11 et le 24 février 2022, la Division des É.U. a présenté des rapports portant sur les blocus et sur leurs répercussions hors-Canada aux ministres, aux SM et aux hauts fonctionnaires d’AMC, ainsi qu’au Bureau du Conseil Privé, à Sécurité publique et à Transports Canada, en se fondant sur les rapports des missions canadiennes aux États-Unis et du réseau mondial du Canada.

La Division des É.U. est chapeauté par le directeur exécutif, qui relève du directeur général pour l’Amérique du Nord, qui lui-même relève du sous-ministre adjoint pour les Amériques. La structure organisationnelle de la Division des É.U. figure à l’**Annexe II**.

### **2. Bureau du protocole**

Le Canada est l’hôte de près de 8 000 agents diplomatiques, officiers consulaires et membres de leurs familles. Ces représentants étrangers sont affectés à 131 missions diplomatiques, 485 postes consulaires et plus de 20 organisations internationales.

Le Bureau du protocole encadre la division des Services au corps diplomatique (SCD), qui fournit des

services nécessaires à la communauté diplomatique au Canada, conformément aux obligations juridiques internationales et nationales du Canada. Le Chef du protocole du Canada, Stewart Wheeler, est le directeur général responsable de l'administration des SCD, parmi d'autres divisions.

Le SCD comprend l'Unité de liaison de la sécurité diplomatique (ULSD), qui fournit des services en matière de sécurité et de protection des locaux des missions étrangères basées au Canada ainsi que du personnel accrédité et des membres de leur famille. Ce bureau sert de premier point de contact pour les missions étrangères en ce qui concerne la sécurité de leur personnel et des événements officiels, bien que chaque mission étrangère dispose également de lignes de communications directes avec la division géographique pour tous les éléments liés aux relations bilatérales. Ce bureau agit également en tant que liaison entre représentants étrangers et la police canadienne de juridiction locale. L'UDAA sert également de liaison entre les représentants étrangers et la police canadienne de compétence locale. Il réfère toute demande en matière de services de protection policière spécifique à la GRC.

Le SCD gère également les services d'accréditation diplomatique et bon nombre de programmes et services en lien aux divers privilèges et immunités offertes aux membres de la communauté diplomatique en fonction de droits internationaux, de dispositions et d'accords.

### **3. Missions diplomatiques canadiennes**

Le Canada opère 178 missions diplomatiques et consulaires dans 110 pays. Aux États-Unis, le Canada opère une ambassade située à Washington, D.C. (WSHDC), et des consulats à Atlanta, Boston, Chicago, Dallas, Denver, Detroit, Los Angeles, Miami, Minneapolis, New York, San Francisco et Seattle.

Le consulat général du Canada à Détroit (DTROT) a joué un rôle particulièrement important en ce qui a trait aux blocus, compte tenu de sa proximité au pont Ambassador.

En tant que cheffe de mission du WSHDC, l'ambassadrice Kirsten Hillman (l'ambassadrice), est la principale représentante du Canada aux États-Unis. L'ambassadrice administre les orientations stratégiques générales des autres bureaux consulaires du réseau des É.U., en plus de prodiguer des conseils stratégiques au Premier ministre et aux ministres et sous-ministres concernés à Ottawa. L'ambassadrice collabore également avec les élus américains, le secteur privé et les organismes non-gouvernementaux afin de promouvoir et protéger les priorités canadiennes.

Au sein de l'ambassade, il y a deux chefs de mission adjoints. Le chef de mission adjoint (politique étrangère et sécurité nationale), Martin Loken, est un acteur important dans le rôle de l'AMC dans les événements liés au Convoi. Il fournit des conseils stratégiques à l'ambassadrice. Il supervise également les programmes dirigés par AMC traitant de la politique étrangère et de défense, de la liaison du renseignement, de l'énergie et de l'environnement, parmi d'autres responsabilités.

L'organigramme de l'ambassade canadienne figure à l'**Annexe III**.

Les consulats généraux sont généralement situés dans de grandes villes qui ne sont pas des capitales nationales. Le consul général est le plus haut dirigeant d'un consulat général et responsable de ses opérations. Les consulats généraux aux États-Unis sont souvent responsables de plusieurs états limitrophes (par exemple, DTROT est responsable des états du Michigan, de l'Ohio, du Kentucky et de l'Indiana). Les consulats généraux font la promotion des intérêts politiques et commerciaux du Canada, tant au niveau de leur région qu'à celui de leurs états, en rencontrant les élu-e-s, les secteurs privés et non-gouvernementaux, en tant que représentants du Canada sur le territoire désigné.

## **2.0 IMPACT SUR LE COMMERCE ET LES RELATIONS INTERNATIONALES**

### **A. Surveillance des blocus et des manifestations aux points d'entrée**

AMC a surveillé les blocus et les manifestations aux points d'entrée et leurs impacts aux États-Unis et dans le monde, principalement en recevant des informations de ses différentes missions aux États-Unis, notamment de la DTROT et du WSHDC.

À partir du 8 février 2022, le WSHDC a commencé à produire des rapports quotidiens sur les blocus et les manifestations, et à les distribuer aux parties concernés d'AMC et aux autres départements et consulats frontaliers du réseau américain.<sup>1</sup> Le DTROT a produit des listes des médias locaux et les a fournis au WSHDC afin de contribuer à cet effort.<sup>2</sup>

DTROT a également reçu de l'information de diverses sources tout au long de la période visée, axée en particulier sur l'activité liée aux trois postes frontaliers situés à proximité de la frontière: le pont Ambassador, le pont Blue Water (Sarnia) et le tunnel Detroit-Windsor. Un calendrier des activités de collecte d'informations de DTROT à cet égard figure à l'**Annexe IV**.

---

<sup>1</sup> Par exemple, PB.CAN.00000045\_REL.0001.

<sup>2</sup> Par exemple, PB.CAN.00000027\_REL.0001.

Le mécanisme de réponse rapide (MRR) d'AMC a également surveillé les activités liées aux manifestations et aux blocus. Le MRR a été fondé en 2017 afin de répondre aux efforts des acteurs étrangers cherchant à "saper nos sociétés et institutions démocratiques, nos processus électoraux, notre souveraineté et notre sécurité."<sup>3</sup> Le MRR fonctionne aux côtés de l'unité de coordination G7 MRR, logée au sein d'AMC. Cette unité fait office de secrétariat et coordonne les efforts et le partage d'informations entre le Canada et les autres pays du G7. Le MRR Canada effectue des recherches ciblées afin de comprendre toute menace étrangère potentielle contre le Canada et d'identifier les tactiques et les tendances. Le MRR analyse également les médias sociaux afin de dresser un portrait de la désinformation et de le comprendre.

## **B. Surveillance par AMC des rapports des médias américains et de l'activité des médias sociaux**

En plus de surveiller les activités relatives au statut et à l'impact des blocus eux-mêmes, AMC a également surveillé les reportages des médias américains concernant les blocus. Cela a été fait par l'intermédiaire de l'équipe des relations avec les médias du WSHDC, dont les principales fonctions comprennent la surveillance des médias américains sur une gamme de questions qui affectent les relations canado-américaines, et la détection de commentaires inexacts dans les faits portant sur le Canada dans les médias américains, en vue de corriger l'information, le cas échéant.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, l'équipe des relations avec les médias a suivi de près les reportages des médias américains sur l'impact du COVID dans le cadre des relations bilatérales. À la fin du mois de janvier 2022, suivant l'annonce par les gouvernements canadien et américain d'un nouveau mandat de vaccination pour les camionneurs transfrontaliers, l'équipe des relations avec les médias du WSHDC a généré des listes biquotidiennes portant sur la couverture médiatique des médias américains sur la manifestation des camionneurs à Ottawa.<sup>4</sup>

Le mandat de vaccination transfrontalière était l'une des nombreuses questions déjà suivies par le service des relations avec les médias du WSHDC avant le début du Convoi et des blocus aux points d'entrée. La surveillance quotidienne comprenait les faits saillants de l'importante couverture médiatique américaine de la situation en cours à Ottawa, y compris des commentaires dignes d'intérêt de représentants américains, de manifestants et de Canadiens touchés, ainsi que des articles d'opinion

---

<sup>3</sup> [Mécanisme de réponse rapide du Canada - Protéger la démocratie \(international.gc.ca\)](https://international.gc.ca)

<sup>4</sup> Par exemple, voir PB.CAN.00000045\_REL.0001.

des médias sur la situation. Étant la priorité des médias, le service des relations avec les médias du WSHDC a généralement fourni un bref aperçu résumant le ton de la couverture, et a mis en évidence les cas où les opinions étaient particulièrement extrêmes autant dans un sens que dans l'autre.

Outre les coupures de presse, une sélection de commentaires publics sur *Twitter* par des membres du Congrès et des influenceurs a été incluse dans les rapports de surveillance. Dans certains cas, la surveillance quotidienne comprenait des questions et réponses spécifiques des points de presse quotidiens de la Maison Blanche, où l'attachée de presse de l'époque, Jen Psaki, répondait aux questions des journalistes portant sur la réponse du gouvernement fédéral américain, les discussions avec le gouvernement canadien sur ce qui se déroulait et l'impact sur le commerce bilatéral.

En date du 17 février 2022, MRR a conclu, sur la base d'une analyse des données ouvertes, qu'une part importante de l'engagement et de l'activité liés aux manifestations et aux blocus provenait des communautés américaines en ligne, motivées par des influenceurs américains clés, des médias alternatifs et d'acteurs politiques, avec un intérêt manifeste parmi diverses communautés américaines. Ces commentaires étaient teintés de sympathie pour les manifestants, les groupes conspirationnistes et les réseaux à motivation idéologique. MRR a également indiqué qu'il n'avait identifié aucun indicateurs significatif d'une ingérence parrainée par un État étranger en ce qui concerne le "Convoi des camionneurs".

Le 24 février 2022, l'équipe des relations avec les médias de la WSHDC a signalé que la couverture médiatique américaine de la manifestation était restée stable, avec une baisse significative des reportages et sur *Twitter*. À partir de ce moment-là, les résumés biquotidiens ont été interrompus et les articles pertinents ont été incorporés dans les coupures de presse quotidiennes du matin, un produit standard continu produit pour l'ambassade par l'équipe des relations avec les médias de WSHDC.

### **C. Impact préjudiciable des blocus sur le commerce et les affaires transfrontalières**

Le blocus du pont Ambassador a eu un impact préjudiciable majeur sur le commerce transfrontalier et les activités commerciales. Ce blocus a duré du 7 février 2022 jusque tard dans la soirée du 13 février et jusqu'au petit matin du 14 février 2022. Le 11 février 2022, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a émis une injonction visant à mettre fin au blocus du pont Ambassador, mais celui-ci ne s'est pas dispersé immédiatement.

Le pont Ambassador relie les villes de Windsor, en Ontario et Détroit, au Michigan. Il s'agit d'une artère commerciale majeure et le point de passage le plus achalandé entre le Canada et les États-Unis. Par ce canal commercial, le Canada commerce avec de nombreux états, dont le Michigan, l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, le Texas et la Californie.

Le volume du trafic sur le pont Ambassador a été réduit à zéro pendant la durée du blocus. Cela a eu un impact significatif sur le commerce et les affaires. Le Canada et les États-Unis ont des chaînes d'approvisionnement hautement intégrées, en particulier en ce qui concerne l'industrie automobile de chacun de ces pays, de sorte que toute perturbation a des effets immédiats sur les deux économies et les travailleurs des deux côtés de la frontière.

Selon l'*Anderson Economic Group*, les pertes directes de l'industrie découlant du blocus se sont élevées à environ 300 millions de dollars, dont 155 millions de dollars pour les constructeurs automobiles et 145 millions de dollars en salaires directs perdus en raison des fermetures d'usines automobiles.<sup>5</sup> Les principaux constructeurs automobiles, dont Ford, GM, Toyota et Stellantis (anciennement Fiat Chrysler) ont supprimé des quarts de travail dans plusieurs usines aux États-Unis et au Canada à la suite du blocus du pont Ambassador et des problèmes de chaîne d'approvisionnement qui en ont résulté.<sup>6</sup> Ces répercussions ne se sont pas limitées aux usines du Michigan, mais ont également eu un impact sur les installations d'autres états, tels que le Kentucky et l'Ohio.<sup>7</sup>

Cet impact concorde avec le rôle important du pont Ambassador dans le commerce transfrontalier entre les États-Unis et le Canada. Une grande partie de la marchandise transportée sur le pont est liée à l'automobile et est très sensible au facteur temps. D'autres secteurs clés du commerce, comme l'agriculture, dépendent également de ce passage. Le Michigan et le Canada partagent une économie particulièrement fortement intégrée. Le commerce bilatéral entre l'état du Michigan et le Canada s'élevait à 59,6 milliards de dollars en 2021, soit le montant le plus élevé de tous les états américains.<sup>8</sup> Les deux principales catégories d'importations du Michigan en provenance du Canada en 2021 étaient les automobiles (10,0 milliards de dollars) et les pièces de véhicules automobiles (4,8 milliards de

---

<sup>5</sup> Voir [Ambassador Bridge closure cost auto industry millions of dollars. Who pays? | Crain's Detroit Business \(crainsdetroit.com\)](#). Dans ses déclarations publiques, la gouverneure a cité une estimation antérieure des pertes réalisée par le Anderson Economic Group : voir [ICYMI : Gov. Whitmer on Illegal Blockade of Ambassador Bridge: "We are pushing the Canadian government to resolve this swiftly and safely." \(michigan.gov\)](#)

<sup>6</sup> [Automakers cut production due to anti-vaccine Canadian trucker protest \(cnbc.com\)](#).

<sup>7</sup> [Toyota plant production affected by Canadian trucker blockade \(lex18.com\)](#) ; <https://www.news5cleveland.com/news/local-news/oh-lorain/ford-ohio-assembly-plant-in-avon-lake-hit-hard-by-protests-at-border-semiconductor-shortage> ; PB.CAN.00000056\_REL.0001.

<sup>8</sup> [Fiches documentaires sur le commerce des États - Michigan \(tradecommissioner.gc.ca\)](#)

dollars).<sup>9</sup>

#### **D. Préoccupations importantes exprimées par des politiciens, des responsables et des chefs d'entreprises américains**

Au cours des blocus frontaliers, AMC a reçu de nombreuses communications de représentants politiques, de fonctionnaires et de représentants d'entreprises américaines, indiquant qu'ils étaient très préoccupés par l'impact sur le commerce et les affaires et témoignant leur soutien à une résolution rapide de ces blocus.

Le 11 février 2022, le Premier ministre Trudeau et le Président Biden ont discuté des blocus en cours à Detroit/Windsor, Sweetwater/Coutts (Alberta) et Pembina/Emerson (Manitoba), et le Président s'est dit préoccupé par le fait que les entreprises et les travailleurs américains en subissaient de graves conséquences.<sup>10</sup>

Les 10 et 13 février 2022, le Secrétaire américain aux Transports, Pete Buttigieg, s'est entretenu avec le ministre canadien des Transports, Omar Alghabra, au sujet de ces mêmes questions.

En plus de ces discussions au niveau du chef de gouvernement et du Cabinet, un certain nombre de politiciens américains - y compris des membres de la Chambre des représentants, des sénateurs et des gouverneurs - ont également fait part directement de leurs préoccupations concernant l'impact des blocus et l'urgence de résoudre la situation. Une chronologie de certaines de ces discussions est présentée à l'**Annexe V**.

Il y a également eu des communications régulières et quotidiennes entre divers responsables des gouvernements américains et canadiens, et ce à différents niveaux et dans différents ministères, tout au long de la période où les passages frontaliers cruciaux étaient bloqués.

Au-delà de l'entendre des politiciens et des fonctionnaires américains, les fonctionnaires d'AMC, en particulier ceux du WSHDC et du DTROT, ont reçu des communications directes de la part de dirigeants d'entreprises et de syndicats américains, soulignant l'impact néfaste des blocus et l'urgence de résoudre la situation. Une chronologie de certaines de ces déclarations figure à l'**Annexe VI**.

Enfin, AMC a suivi et noté les déclarations publiques sur les blocus faites par les dirigeants politiques,

---

<sup>9</sup> [Fiches documentaires sur le commerce des États - Michigan \(tradecommissioner.gc.ca\)](https://www.tradecommissioner.gc.ca/fr/actualites/2022/02/11)

<sup>10</sup> [Readout of President Biden's Call with Prime Minister Justin Trudeau of Canada – The White House](https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/02/11/)

commerciaux et syndicaux américains, y compris les déclarations de la Maison Blanche, des gouverneurs américains, des membres du Congrès, des syndicats, des groupes industriels et de la Chambre de commerce américaine. Un thème récurrent dans ces déclarations était la préoccupation sérieuse concernant l'impact des blocus et la nécessité de s'assurer qu'ils soient résolus rapidement. Un résumé de certaines de ces déclarations figure à l'**Annexe VII**.

Au même moment, certains politiciens et dirigeants syndicaux américains ont exprimé le point de vue qu'en raison des blocus, les États-Unis devraient cesser de compter sur les pièces fabriquées et transportées par le Canada. Par exemple, dans une série de gazouillis concernant l'usine de fabrication d'automobiles GM de Lansing-Delta, Elissa Slotkin (D-MI-08), membre du Congrès, a écrit : "Peu importe qu'il s'agisse d'un adversaire ou d'un allié - nous ne pouvons pas dépendre à ce point de pièces provenant de pays étrangers... La seule chose qui ne pourrait être plus claire est que nous devons ramener la fabrication américaine dans des états comme le Michigan. Si nous ne le faisons pas, ce sont les travailleurs américains, comme ceux de Delta Township, qui paient les pots cassés".<sup>11</sup> Mike Huerta, président de la section 602 de l'UAW, aurait déclaré : "Le fait est que la plupart des gens à l'intérieur de cette usine savent que nous n'aurions jamais ces problèmes si ces produits, fournitures et pièces étaient fabriqués juste à côté de chez nous. La meilleure façon d'éviter les problèmes de chaîne d'approvisionnement, c'est de ne pas avoir de chaîne d'approvisionnement. Faites-la construire ici au Michigan, ici à Lansing, ici aux États-Unis, et puis tout d'un coup, ces problèmes s'arrêtent."<sup>12</sup> Pour aller droit au but, si les constructeurs automobiles américains devaient cesser de dépendre des fabricants et fournisseurs de pièces automobiles canadiens, l'impact économique qui en résulterait serait considérable.

En outre, un certain nombre de politiciens américains ont publiquement exprimé leur soutien aux participants au blocus et leur opposition aux mesures de santé publique associées à la réponse du gouvernement à la pandémie de COVID-19. De nombreuses déclarations de cette nature ont eu lieu avant et après l'invocation de la *Loi sur les mesures d'urgence* le 14 février 2022.

### **3.0 IMPACT SUR LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ÉTRANGÈRES**

#### **A. Missions diplomatiques étrangères dans la Région de la Capitale-Nationale**

---

<sup>11</sup> <https://twitter.com/RepSlotkin/status/1491603594008793094?s=20&t=0Ykue0KcAQXeQ7QoWsSEbg>.

Voir également PB.CAN.00000023.REL.0001.

<sup>12</sup> [Lansing-Delta Assembly Plant cancels shifts due to parts shortage \(lansingstatejournal.com\)](https://www.lansingstatejournal.com/news/lansing-delta-assembly-plant-cancels-shifts-due-to-parts-shortage)

Le Canada a des obligations juridiques internationales en vertu de la *Convention de Vienne sur les relations diplomatiques* et de la *Convention de Vienne sur les relations consulaires*, qui comprennent la prise de toutes les mesures appropriées pour protéger les missions diplomatiques, les agents diplomatiques et les fonctionnaires consulaires au Canada.

Pendant la période d'occupation et de blocus du Convoi, le Bureau du protocole est resté en contact avec les missions étrangères dans la Région de la Capitale-Nationale (RCN) par l'intermédiaire du SCD et de la ULSD.

Le 28 janvier 2022, le ULSD a envoyé un avis au corps diplomatique afin de l'informer des manifestations à venir et des conséquences possibles sur leurs opérations. Le 4 février 2022, le ULSD a fourni une mise à jour concernant l'arrivée anticipée de nouveaux occupants et véhicules dans la RCN. Le 9 février 2022, le ULSD a fourni une autre mise à jour sur la sécurité aux missions étrangères dans la RCN, mais a indiqué que la situation en matière de sécurité concernant l'occupation restait fluide.

Pendant le séjour du Convoi à Ottawa, le Canada a reçu une note diplomatique officielle d'une ambassade étrangère concernant les risques pour le personnel et l'accès à leurs locaux diplomatiques. Le ULSD a également communiqué avec des membres du corps diplomatique de six missions étrangères en réponse à des plaintes ou à des préoccupations soulevées par ces entités. L'ULSD a travaillé avec la GRC afin d'informer la communauté diplomatique des protocoles et des arrangements de sécurité applicables, ainsi que pour distribuer des informations sur les points de contrôle et les barrières policières pendant l'occupation de la RCN.

Grâce à ces communications, le Bureau du protocole a été informé que l'occupation et les blocus dans la RCN ont entraîné pour plusieurs missions étrangères un accès irrégulier à leurs installations, du bruit, des émanations de diesel et d'autres nuisances qui ont eu un impact sur leurs opérations quotidiennes. L'impact des blocus et des protestations sur les missions étrangères a également été relayé de manière informelle par des collègues des divisions géographiques d'AMC.

## **B. MISSIONS CANADIENNES À L'ÉTRANGER**

L'impact du mouvement à l'origine des protestations d'Ottawa et des blocus frontaliers s'est également

fait sentir au sein certaines des missions du Canada aux États-Unis.

Du 7 février au 2 mars 2022, des manifestations hebdomadaires ont eu lieu devant le Consulat général du Canada à New York (CNGNY). Un groupe appelé "*Freedom Convoy of New York*" a organisé une manifestation hebdomadaire devant le CNGNY en solidarité avec les manifestants à Ottawa. Le nombre de manifestants variait entre 20 et 50 personnes par semaine (ce nombre diminuant avec le temps). Dans tous les cas, le CNGNY était informé à l'avance de la manifestation prévue et était en communication avec le NYPD et le Département des services de sécurité de sécurité diplomatique d'État (DSS), qui étaient sur place pour surveiller et intervenir, si nécessaire.

Le 16 février 2022, le numéro de téléphone principal du consulat général de Dallas a reçu deux messages vocaux menaçants de citoyens américains soutenant le Convoi. La police diplomatique de Dallas en a été informée et a enquêté sur cette affaire. Le personnel du Consulat général du Canada à Dallas a reçu l'ordre de travailler à domicile le 17 février, par mesure de précaution.

Le 22 février 2022, un très petit groupe de 5 manifestants affilié au "Convoi pour la liberté" a organisé une brève manifestation tout juste à l'extérieur de l'emplacement de la mission DTROT dans le centre-ville de Detroit.



## **Liste des acronymes à l'Annexe I**

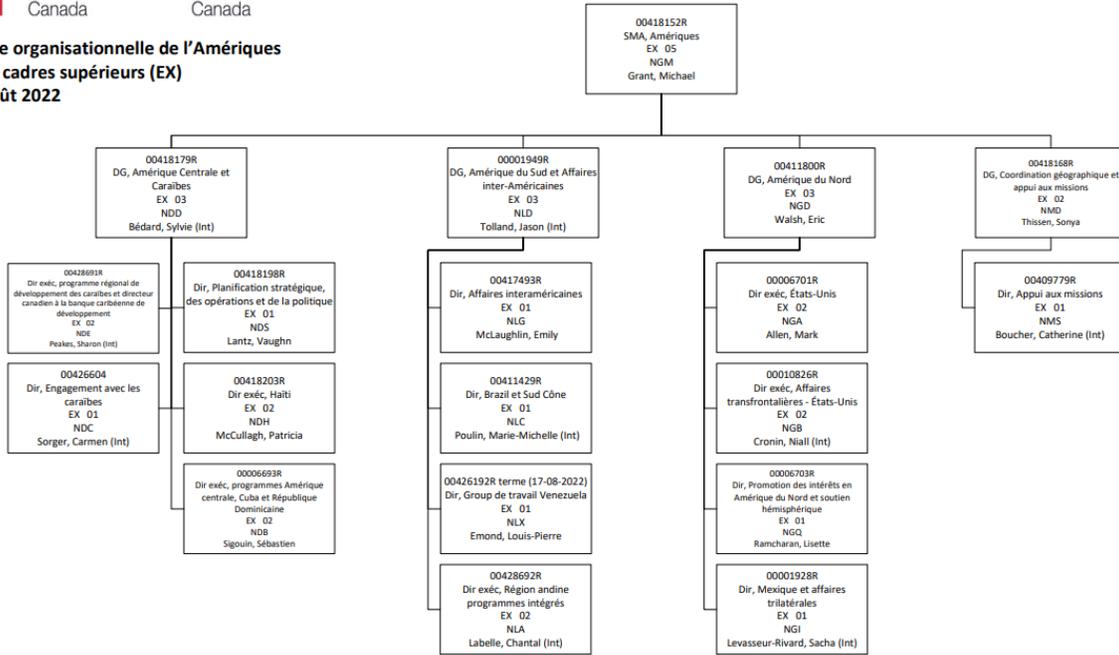
ACM : Plate-forme internationale du sous-ministre adjoint  
BFM : sous-ministre adjoint, Développement du commerce international et délégué commercial en chef  
CFM : Sous-ministre adjoint consulaire, sécurité et gestion des urgences (chef de la sécurité)  
DCD : secrétaire corporatif et directeur général  
DMA : sous-ministre déléguée des Affaires étrangères  
DME : Sous-ministre du Développement international  
DMT : Sous-ministre du Commerce international  
DPD : Opérations d'assistance internationale  
DSMO : Planification de Sommets Internationaux et d'Événements Majeurs  
EGM : Sous-ministre adjoint Europe, Arctique, Moyen-Orient et Maghreb  
HCM : Sous-ministre adjoint Ressources humaines  
IFM : Sous-ministre adjoint Sécurité internationale et Affaires politiques  
JFM : Conseiller Juridique  
JUS : directeur exécutif et avocat général  
KFM : Sous-ministre adjoint Partenariat pour l'innovation dans le développement  
LCM : Sous-ministre adjoint Affaires publiques  
MFM : Sous-ministre adjoint Enjeux mondiaux et développement  
NGM : Sous-ministre adjoint Amériques  
OGM : Sous-ministre adjoint Asie-Pacifique  
GFP : Politique stratégique du sous-ministre adjoint  
SCM : Sous-ministre adjoint Planification ministérielle, Finances et TI  
TFM : Sous-ministre adjoint Politiques commerciales et négociations et négociateur commercial en chef ALENA  
USS : sous-ministre des Affaires étrangères  
VBD : directeur des vérifications  
WGM : Sous-ministre adjoint Afrique subsaharienne  
WPSA : Ambassadeur pour les femmes, la paix et la sécurité  
XDD : Chef du protocole  
ZID : Directeur général, Inspection, Intégrité et Valeurs et Éthique

## Annexe II : Organigramme de la division américaine



Affaires mondiales  
Canada      Global Affairs  
Canada

**Structure organisationnelle de l'Amérique  
pour les cadres supérieurs (EX)**  
Le 31 août 2022



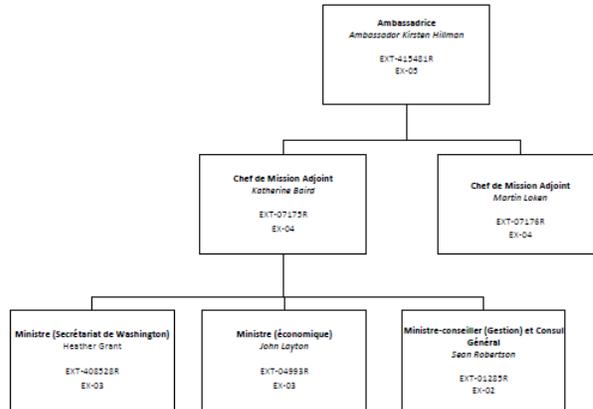
Source: Système de gestion des ressources humaine

Dans certain cas, des ajustements ont été apportés par HFR pour refléter l'employé actuel ou les renseignements sur la position

## Annexe III : Organigramme de l'ambassade du Canada



Structure organisationnelle pour la haute direction d'AMC à l'Ambassade du Canada



## Annexe IV

### Activités de surveillance du DTROT lors des manifestations et des blocus

DATE	ÉVÉNEMENT
4 février 2022	<p>Le DTROT a reçu des informations de l'opérateur frontalier du tunnel Detroit-Windsor concernant une potentielle activité d'un Convoi prévu dans la région de Windsor, sur la base de publications sur les médias sociaux.</p> <p>Le DTROT a signalé ce fait à l'unité des affaires transfrontalières des États-Unis au sein d'AMC, qui a confirmé que l'ASFC, le CBP/DHS des États-Unis, Transports Canada, le WSHDC et la Sécurité publique étaient au courant.</p>
6 février 2022	<p>Les médias locaux rapportent la fermeture du pont Blue Water entre Sarnia, ON et Port Huron, MI pendant plusieurs heures en raison d'une manifestation de camions.</p>
7 février 2022	<p>La liaison externe de DTROT à l'opérateur du pont Blue Water produit des informations selon lesquelles la plupart des véhicules étaient des tracteurs et des machines agricoles et que seuls quelques camions de transport étaient impliqués dans la manifestation de la veille.</p>
	<p>La notification des services d'urgence locaux et la couverture médiatique indiquent que le pont Ambassador a fermé.</p> <p>Le ministère des Transports du Michigan (MDOT) a émis des avertissements concernant la congestion sur les autoroutes. Le DTROT confirme l'état de la circulation sur le pont Ambassador, le pont Blue Water et le tunnel Detroit-Windsor.</p>
8 février 2022 (et suivants)	<p>Le DTROT surveille quotidiennement l'impact sur la circulation sur les autoroutes du Michigan et suit la situation aux trois postes frontaliers via les médias sociaux. Cela se poursuit jusqu'à la fin du blocus. Les retards sur le pont Blue Water augmentent et diminuent chaque jour pendant toute la durée du blocus, atteignant parfois plus de 4 heures.</p>
	<p>Le tunnel Detroit-Windsor signale que le CBP et l'ASFC des États-Unis ont fait preuve d'une grande réactivité pour traiter le trafic et assurer la sécurité dans des conditions de trafic très intense. Le DTROT reste en contact avec l'exploitant du tunnel pendant toute la durée du blocus.</p>

## Annexe V

### Communications avec d'autres élus américains concernant l'impact des blocus et des manifestations

Date	Officiel/bureau
8 février 2022	Gouverneure Whitmer (Michigan)
9 février 2022	Membre du Congrès Brenda Lawrence (D-MI-14)
10 février 2022	Membre du Congrès Dan Kildee (D-MI-05)
10 février 2022	Sénateur Gary Peters (D-Michigan)
11 février 2022	Membre du Congrès Debbie Dingell (D-MI-12)
	Le bureau du sénateur Sherrod Brown (D-OH)
15 février 2022	Membre du Congrès Brenda Lawrence (D-MI-14)
17 février 2022	Gouverneur Greg Gianforte (R-MT)
17 février 2022	Gouverneur Doug Burgum (R-ND)

## Annexe VI

### Communications avec des représentants d'entreprises américaines concernant l'impact des blocus et des manifestations.

Date	Entreprises
9 février 2022	Ford
9 février 2022	Un important fabricant de biens de consommation emballés, qui a fourni des informations sans attribution.
9 février 2022	U.S. National Association of Manufacturers
10 février 2022	Detroit Regional Chamber of Commerce
10 février 2022	Scoular (négociant en matières premières) ; Puris (transformateur de protéines de pois).
11 février 2022	Original Equipment Suppliers Association et Motor Equipment Suppliers Association.
11 février 2022	U.S. National Association of Manufacturers
14 février 2022	General Mills.

## Annexe VII

### Sélection de déclarations publiques d'officiels, de politiciens, d'entreprises et de syndicats américains concernant l'impact des blocus et des manifestations.

Date	Source :	Déclaration
9 février 2022	Jen Psaki (Secrétaire de presse de la Maison Blanche)	Mme Psaki a déclaré que l'administration "suit cette affaire de très près" et que "le blocus pose un risque pour les chaînes d'approvisionnement de l'industrie automobile, car le pont est une voie de passage essentielle pour les véhicules à moteur, les composants et les pièces, et les retards risquent de perturber la production automobile". Elle a également mentionné que la conseillère à la sécurité intérieure de la Maison Blanche, Elizabeth Sherwood-Randall, a convoqué une réunion sur le blocus du pont Ambassador le même jour, et que " (le) président se concentre sur cette question et nous travaillons en étroite collaboration avec l'équipe du DHS (Department of Homeland Security), avec les responsables canadiens et d'autres pour faire tout ce que nous pouvons afin d'atténuer l'impact ". Enfin, elle a indiqué que les États-Unis "soutiennent les protestations pacifiques, mais que nous sommes préoccupés lorsque ces protestations deviennent violentes", et qu'"il est important que tout le monde au Canada et aux États-Unis comprenne l'impact potentiel de ce blocus sur les travailleurs, sur la chaîne d'approvisionnement et c'est là que nous nous concentrons le plus". <sup>13</sup>
9 février 2022	Chambre régionale de Détroit	La Chambre de commerce a demandé "la levée rapide et immédiate du blocus du pont Ambassador Windsor-Détroit et la réouverture du pont dans les meilleurs délais". <sup>14</sup>

<sup>13</sup> [Press Briefing by Press Secretary Jen Psaki, February 9, 2022 – The White House](#)

<sup>14</sup> [The Ambassador Bridge Closure and the Chamber Perspective \(detroitchamber.com\)](#)

Date	Source :	Déclaration
9 février 2022	Association commerciale Canada-États-Unis	L'Association des gens d'affaires Canada-États-Unis a publié une déclaration signée par plusieurs douzaines de chambres et de groupes des deux pays, demandant la levée rapide et immédiate du blocus du pont Ambassador Windsor-Detroit et la réouverture du pont en temps opportun : "Étant donné l'importance de garantir la poursuite de l'approvisionnement en denrées alimentaires, en produits médicaux et en biens industriels, la perturbation du pont Ambassador est une attaque contre le bien-être de nos citoyens et des entreprises qui les emploient. Alors que nos économies émergent des impacts de la pandémie, nous ne pouvons permettre à aucun groupe de saper le commerce transfrontalier qui soutient les familles des deux côtés de la frontière." <sup>15</sup>
10 février 2022	Membre du Congrès Brenda Lawrence (D-MI-14)	"Je suis favorable aux protestations et aux manifestations pacifiques. Cependant, je suis préoccupé par la main-d'œuvre essentielle qui voyage entre les États-Unis et le Canada, par l'accès d'urgence pour les chauffeurs de camions et le personnel d'urgence, et par le retard de l'acheminement de médicaments vitaux et d'autres biens et services essentiels. Je demande instamment à nos dirigeants nationaux et provinciaux canadiens de trouver une solution sûre et rapide qui permette la poursuite d'un commerce fluide sur le pont Ambassador." <sup>16</sup>
10 février 2022	Membre du Congrès Dan Kildee (D-MI-05)	"Les travailleurs de l'automobile de mon district ont enduré une année difficile en raison des problèmes de chaîne d'approvisionnement liés à la pandémie et des pénuries de semi-conducteurs. Nous devons garder la frontière entre les États-Unis et le Canada ouverte pour permettre aux marchandises, notamment les pièces automobiles et les produits agricoles, de circuler librement entre nos deux pays. Je suis en contact avec le gouvernement canadien pour faire en sorte que notre passage frontalier soit entièrement rouvert dès que possible." <sup>17</sup>

<sup>15</sup> [Canadian, US Business Associations Call for Immediate Action to Open Ambassador Bridge | CUSBA – Canada– United States Business Association - United States Business Association \(cusbaonline.com\)](#)

<sup>16</sup> [U.S. Rep. Lawrence Statement on Ambassador Bridge Blockade | Congresswoman Brenda Lawrence \(house.gov\)](#)

<sup>17</sup> [Statement by Congressman Dan Kildee on Canadian Border Blockade | Congressman Dan Kildee \(house.gov\)](#)

Date	Source :	Déclaration
10 février 2022	Chambre de commerce des États-Unis	"Les perturbations que nous constatons à la frontière entre les États-Unis et le Canada - au pont Ambassador de Detroit Windsor et à d'autres points de passage - s'ajoutent aux tensions importantes de la chaîne d'approvisionnement sur les fabricants et autres entreprises aux États-Unis. Le monde des affaires se retrouve les manches pour trouver des solutions de rechange et maintenir les installations en état de marche, mais nous constatons déjà des réductions de production, des réductions d'équipes et des fermetures temporaires d'usines. L'économie nord-américaine repose sur notre capacité à travailler en étroite collaboration, y compris avec nos secteurs manufacturiers. Nous devons appliquer le même esprit de coopération pour nous attaquer à ce problème. Nous demandons respectueusement au gouvernement canadien d'agir rapidement pour remédier à la perturbation du flux commercial et à son impact sur les fabricants et autres entreprises des deux côtés de la frontière. Nous apprécions que l'administration Biden soit engagée avec le gouvernement canadien et nous encourageons vivement les responsables à poursuivre leurs efforts pour résoudre ces blocus à la frontière." <sup>18</sup>
10 février 2022	Fraternité internationale des Teamsters	"Le syndicat des <i>Teamsters</i> dénonce la manifestation du Convoi de la liberté à la frontière canadienne, qui continue de nuire aux travailleurs et d'avoir un impact négatif sur notre économie. Le gagne-pain des travailleurs américains et canadiens de l'automobile, secteurs agricole et manufacturier est menacée par ce blocus." <sup>19</sup>
10 février 2022	Gretchen Whitmer (Gouverneur du Michigan)	Le gouverneur Whitmer a souligné qu'"il est impératif que les gouvernements canadiens locaux, provinciaux et nationaux mettent fin à l'escalade de ce blocus économique. Ils doivent prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées pour rouvrir immédiatement la circulation et en toute sécurité afin que nous puissions continuer à développer notre économie, à soutenir les emplois bien rémunérés et à réduire les coûts pour les familles." <sup>20</sup>

<sup>18</sup> [Business Leaders Urge Resolution of U.S.-Canada Border Blockade | U.S. Chamber of Commerce \(uschamber.com\)](#)

<sup>19</sup> [TEAMSTERS DENOUNCE FREEDOM CONVOY BLOCKADE AT CANADIAN BORDER | Teamsters Canada](#)

<sup>20</sup> [Governor Whitmer Calls on Canada to Reopen Traffic on Ambassador \(michigan.gov\)](#)

